

# Bâtir le succès

## Développer le secteur agricole canadien

RÉSUMÉ D'UNE TABLE RONDE | FÉVRIER 2026

Stephany Laverty  
Analyste principale des politiques

# Canada West Foundation

*cwf.ca*

La Canada West Foundation veille à ce que les priorités de l'Ouest du Canada, appuyées par sa force économique, façonnent la politique nationale grâce à une recherche non partisane, à des solutions audacieuses et à un engagement stratégique. Quand l'Ouest mène, le Canada prospère. Ce rapport a été rédigé par Stephany Laverty, analyste principale des politiques, Canada West Foundation.

## **Remerciements**

Le Canada a besoin d'une vision claire et à long terme pour son industrie agroalimentaire, mais pour tracer cette voie, il faut une collaboration entre les entreprises de production, les investisseurs et les partenaires commerciaux. Des conversations comme celle de cette table ronde jouent un rôle clé dans la détermination des priorités communes et des résultats mesurables qui peuvent aider à faire croître l'industrie et à accroître la compétitivité. Des remerciements particuliers s'adressent également au partenaire de recherche, la Banque de l'infrastructure du Canada, aux commanditaires, Financement agricole Canada et Osler, Hoskin et Harcourt S.E.N.C.R.L. (Osler), ainsi qu'à l'animatrice, Cheri Lyn Jolly-Nagel. À tous les personnes ayant participé à la discussion, vos réflexions réfléchies ont été grandement appréciées et ont contribué à façonner ce rapport. De sincères remerciements à toutes les personnes qui ont fait de cet événement et des recherches ultérieures un succès.

## **Soutenir la CWF**

L'impact de la Canada West Foundation est rendu possible par des gens comme vous. En tant que groupe de réflexion soutenu par les donateurs, votre contribution aide à défendre des solutions pratiques qui renforcent l'Ouest et profitent à tout le Canada.

PARTICIPEZ – votre soutien compte vraiment. Visitez [cwf.ca/support-us](http://cwf.ca/support-us) pour contribuer.

## **Canada West Foundation**

110 – 134 11<sup>th</sup> Avenue SE, Calgary (Alberta) T2G 0X5

Téléphone : 403-264-9535

Courriel : [cwf@cwf.ca](mailto:cwf@cwf.ca)

## TABLE DES MATIÈRES

Bâtir le succès :  
Développer le secteur agricole canadien

02

---

Introduction

03

---

Principaux enseignements :  
Alignement national et  
stratégie systémique

04

---

Investissement dans les  
exploitations agricoles

07

---

Diversification des marchés  
et des produits

09

---

Infrastructures

12

---

Technologies et innovation

14

---

Vers une stratégie  
nationale : Des recherches  
supplémentaires sont  
nécessaires

16

---

Conclusion

# Introduction

Le 5 novembre 2025, la Canada West Foundation, en partenariat avec la Banque de l'infrastructure du Canada (BIC), a organisé une table ronde à Regina, en Saskatchewan, avec le parrainage de Financement agricole Canada et Osler, Hoskin et Harcourt S.E.N.C.R.L., s.r.l. (Osler). Organisée selon la règle de Chatham House, la table ronde a réuni des acteurs du monde agricole, des affaires et du gouvernement afin d'aborder la question suivante :

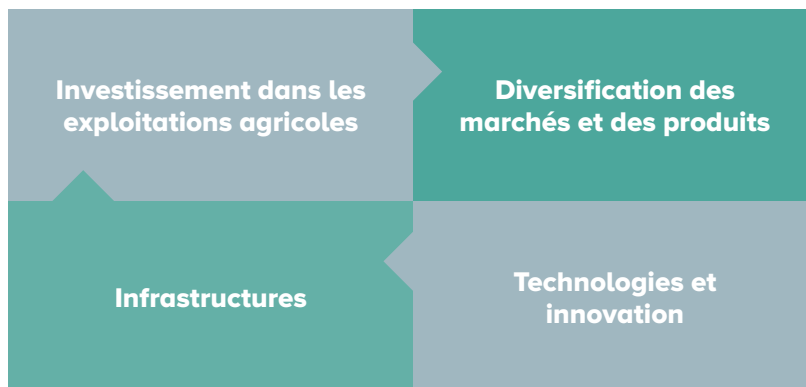
## **Quels sont les principaux défis et occasions pour accroître la production, la transformation et les exportations nettes du secteur agroalimentaire canadien?**

Une conclusion centrale de la discussion a été la nécessité d'une stratégie agricole nationale globale. Les personnes participantes ont convenu qu'une telle stratégie doit définir clairement les priorités, les résultats attendus et les mesures de rendement. Bien que la table ronde n'ait pas cherché à prescrire des objectifs ou des paramètres spécifiques, elle a identifié plusieurs éléments thématiques qui pourraient servir de base à une stratégie harmonisée à l'échelle nationale, éclairée par une collaboration plus poussée avec les principaux acteurs du secteur représentant diverses régions agricoles du pays.

**PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS :**

# Alignement national et stratégie systémique

La discussion a mis en évidence l'interdépendance du système agroalimentaire canadien et la nécessité de considérer l'agriculture comme une priorité économique nationale. Les personnes participantes ont souligné que les progrès et l'évolution dépendent d'une action coordonnée autour de quatre thèmes interdépendants :



L'alignement stratégique entre ces thèmes favoriserait la modernisation, l'expansion et la diversification du secteur, réduirait les obstacles et permettrait au secteur d'avancer vers des buts et objectifs communs soutenus par des paramètres de progrès mesurables.

Ce rapport examine chaque thème, identifie les défis et les obstacles, et recommande les prochaines étapes à suivre pour garantir la poursuite du dialogue en vue de l'élaboration de cette stratégie nationale.

# Investissement dans les exploitations agricoles

## RÉSUMÉ DE LA DISCUSSION :

- La définition d'une entreprise agricole évolue, tout comme le contexte rural.
- Il faut des investissements à plus petite échelle, faciles à comprendre et accessibles.
- Les investissements visant à augmenter la capacité de stockage dans les exploitations agricoles auraient des effets positifs.
- Un changement générationnel a donné naissance à des exploitations agricoles plus entrepreneuriales et axées sur l'entreprise.

Les zones urbaines du Canada ont toujours attiré une part disproportionnée des investissements, de la main-d'œuvre et du développement commercial, contribuant ainsi à une croissance économique plus forte. Les personnes participantes ont noté que des investissements ciblés dans les exploitations agricoles pourraient jouer un rôle catalyseur similaire dans les collectivités rurales. Les entreprises agricoles et de production pourraient utiliser les investissements dans les exploitations agricoles pour soutenir à la fois la productivité agricole et le développement régional au sens large. Avec les progrès constants de la technologie agricole, la définition du terme « entreprise agricole » évolue également, passant d'une petite production à une exploitation à plus grande échelle. Cette transition offre l'occasion de revoir les programmes d'investissement agricole et d'étudier les moyens de les actualiser ou de les améliorer afin de les rendre plus accessibles aux « entreprises agricoles » modernes.

La plupart des capitaux agricoles proviennent d'entreprises agricoles qui gèrent des flux de trésorerie limités en raison de leur endettement, les conditions de financement étant passées de cinq à sept à dix ans, avec des intrants plus coûteux. Les personnes individuelles gérant leur entreprise agricole peuvent avoir une carrière qui ne dure que 45 à 50 ans, donc chaque année doit être aussi productive que possible. Lorsque les produits ne peuvent pas circuler tout au long de la chaîne de valeur, les entreprises agricoles perdent non seulement une année d'investissement, mais aussi le rendement de cet investissement grâce aux ventes.<sup>1</sup>

Les entreprises agricoles atténuent généralement ce risque en investissant dans ce qui a fonctionné par le passé ou dans des programmes facilement accessibles. Les exemples utilisés lors de la table ronde comprenaient les avances de fonds sans intérêt ou les dividendes provenant d'investissements dans le secteur de l'énergie.

La plupart des investissements fédéraux dans les infrastructures se concentrent sur des projets à grande échelle de plus de 150 millions de dollars, alors que les infrastructures agricoles coûtent généralement beaucoup moins cher. Les personnes participantes à la table ronde ont reconnu qu'il fallait multiplier les possibilités d'investissements à petite échelle au niveau fédéral. Un exemple concret de cette situation est le manque de capacité de stockage, comme les silos pour les céréales et les oléagineux. Alors que les entreprises agricoles récoltent à l'automne, la demande du marché peut ne pas atteindre son pic avant le printemps. Pour maximiser les profits, il est essentiel de disposer d'une capacité supplémentaire pour stocker les produits.

<sup>1</sup> Il existe de nombreuses raisons pour lesquelles un produit ne peut pas progresser dans la chaîne de valeur. Les réglementations des marchés d'exportation ou nationaux, ainsi que les retards ou défaillances des infrastructures, peuvent tous entraver la circulation.

Les projets d'irrigation et de drainage ont également été identifiés comme des domaines dans lesquels des investissements supplémentaires pourraient être réalisés pour soutenir le secteur. En 2024, près de 97 % du volume total d'eau d'irrigation au Canada a été utilisé dans l'Ouest canadien, l'Alberta représentant près de 85 % du volume total d'eau d'irrigation.<sup>2</sup> Le drainage visant à éliminer l'eau des champs peut se faire à la surface grâce à des « fossés de drainage, des pentes du terrain et le drainage des zones humides »<sup>3</sup> et c'est généralement ainsi que le drainage est abordé dans les provinces des Prairies. Dans l'Est du Canada, le drainage souterrain ou par tuyaux est plus courant. Le plus grand système de pompage au Canada est celui de Rivard Pumping Works, situé à Chatham-Kent, en Ontario, qui utilise un système complexe de pompes et de drains pour entretenir 33 000 acres. Cependant, le système a besoin d'être modernisé et mis à niveau.<sup>4</sup>

Alors que les entreprises agricoles sont confrontées à des conditions météorologiques de plus en plus instables en raison du changement climatique, ces ajouts et améliorations d'infrastructures peuvent contribuer à atténuer les risques liés à un excès ou à un manque d'eau, à la qualité de l'eau, et peuvent augmenter les rendements agricoles. Les investissements récents dans l'irrigation dans le sud de l'Alberta fournissent un modèle de financement pour ces projets qui s'appuie sur des partenariats fédéraux, provinciaux et locaux.

## ÉTUDE DE CAS :

### Partenariat fédéral-provincial et projet d'irrigation en Alberta

En décembre 2020, la Banque de l'infrastructure du Canada, le gouvernement de l'Alberta et les districts d'irrigation du sud de l'Alberta ont annoncé « un accord pour le projet d'irrigation de l'Alberta [...] visant à construire des infrastructures d'irrigation modernes et à élargir considérablement les possibilités de terres irrigables ». L'annonce précisait que la Banque de l'infrastructure du Canada prêterait 407,5 millions de dollars, que le gouvernement de l'Alberta contribuerait à hauteur de 244,5 millions de dollars et que les entreprises agricoles, par l'intermédiaire de leurs districts, contribueraient à hauteur de 163 millions de dollars pour faire avancer le plus grand projet d'expansion de l'irrigation de l'histoire en Alberta et soutenir l'économie de la province. Fort du succès du financement initial, les partenaires ont ensuite annoncé en novembre 2021 qu'un montant supplémentaire de 117,7 millions de dollars serait investi pour deux phases de travaux. Les travaux de la première phase devraient permettre d'irriguer environ 56 100 nouveaux acres. La deuxième phase devrait permettre de créer environ 143 800 nouveaux acres irrigués (200 000 nouveaux acres au total).

Il est estimé que ces projets contribueront chaque année à hauteur de 59,5 millions de dollars au produit intérieur brut (PIB) de l'Alberta.<sup>5</sup> Cette expansion des terres irrigables a donné lieu à une nouvelle croissance et à de nouvelles possibilités d'investissement en aval dans la région, notamment l'agrandissement d'une usine de transformation de pommes de terre d'une valeur de 600 millions de dollars et la construction d'un nouvel entrepôt frigorifique d'une valeur de 222 millions de dollars afin de soutenir l'expansion des activités dans le Sud de l'Alberta.



*Légende d'image : Conduites d'irrigation sur un chantier près de Chin, en Alberta (Photo fournie par la BIC)*

<sup>2</sup> Statistique Canada, Tableau 38-10-0239-01 Volume d'irrigation selon la province et la région de drainage

<sup>3</sup> Norris, Maggie. « Down the drain: Agricultural surface drainage across Canada », Note d'information, 2018, Institut mondial pour la sécurité de l'eau de l'Université de la Saskatchewan, p. 1. [https://rplcarchive.ca/wp-content/uploads/2018/09/PDG\\_Knowledge-Brief-Final.pdf](https://rplcarchive.ca/wp-content/uploads/2018/09/PDG_Knowledge-Brief-Final.pdf)

<sup>4</sup> Wright, Pam. « 33,000 acres of land: One drain system », The Chatham Voice, 28 août 2025. <https://chathamvoice.com/2025/08/28/33000-acres-one-drain-system/>

<sup>5</sup> Banque de l'infrastructure du Canada. « Investir dans l'irrigation, la production agricole et la création d'emplois », Commerce et transport, 12 novembre 2021. <https://cib-bic.ca/fr/medias/articles/investir-dans-l-irrigation-la-production-agricole-et-la-creation-d-emplois/>; Banque de l'infrastructure du Canada. « Irrigation en Alberta », Commerce et transport, 2026. <https://cib-bic.ca/fr/projets/commerce-et-transport/irrigation-en-alberta/>

---

## **L'agriculture pourrait tirer des enseignements des premières étapes du développement des projets énergétiques, en particulier dans les modèles de co-investissement qui permettent le partage des infrastructures et la réduction des risques pour les investisseurs privés.**

Les personnes participantes ont également souligné qu'un soutien accru serait nécessaire pour encourager un changement de mentalité afin de considérer l'agriculture comme une entreprise commerciale. Des programmes publics et privés sont nécessaires pour aider davantage d'entreprises agricoles à atteindre un chiffre d'affaires d'au moins 1 million de dollars et encourager celles qui dépassent déjà ce seuil à atteindre un chiffre d'affaires compris entre 2 et 5 millions de dollars. Ces programmes contribueraient également à définir de nouveaux objectifs pour les entreprises agricoles et le secteur, qui cherchent à développer ou à diversifier leur production afin d'atteindre des objectifs de rentabilité.

Un changement générationnel renforce cette occasion. Les jeunes entreprises agricoles sont plus ouvertes aux partenariats, aux modèles coopératifs et à la collaboration entre les secteurs public et privé. Les personnes participantes ont suggéré que l'agriculture pourrait tirer des enseignements des premières étapes du développement des projets énergétiques, en particulier dans les modèles de co-investissement qui permettent le partage des infrastructures et la réduction des risques pour les investisseurs privés. Il est désormais possible d'examiner les meilleures pratiques utilisées dans le secteur de l'énergie afin de déterminer si certaines d'entre elles pourraient être reproduites pour construire des infrastructures communes, telles que des installations de stockage. Idéalement, cela pourrait servir de catalyseur pour stimuler davantage les investissements dans le secteur agricole canadien à l'avenir.



# Diversification des marchés et des produits

## RÉSUMÉ DE LA DISCUSSION :

- Le Canada a besoin d'informations plus précises sur les perspectives commerciales à long terme pour les produits de base et les produits transformés.
- Les besoins en infrastructures doivent être adaptés aux perspectives de marché identifiées et émergentes.
- Les réglementations en matière de sécurité alimentaire entravent le commerce interprovincial et fragmentent le marché intérieur.

Les exportations agricoles du Canada restent fortement axées sur les produits non transformés plutôt que sur les aliments transformés et manufacturés. La discussion a porté sur ce qu'il convient de produire, l'augmentation de la capacité nationale et du commerce interprovincial, les possibilités d'exportation et les obstacles éventuels.

En matière de production agricole, les entreprises agricoles sont à la recherche du « prochain canola ». Le canola est souvent la culture la plus rentable en raison de la demande, de l'accès à de multiples marchés et de la possibilité de le vendre sous forme brute ou transformée.<sup>6</sup> Les cultures de lentilles ont été mises en avant comme ayant un potentiel comparable à celui du canola, étant donné que le Canada figure parmi les principaux producteurs mondiaux de lentilles.

En ce qui concerne la transformation et la fabrication à valeur ajoutée, les personnes participantes ont discuté de la transformation des ingrédients comme domaine de développement potentiel, parallèlement à la fabrication de produits alimentaires et de boissons finis. Les personnes participantes ont fait remarquer que les entreprises se tournent vers d'autres pays dotés des infrastructures nécessaires, où les capacités de transformation et de fabrication peuvent être mises en place rapidement afin de tirer parti des perspectives du marché. Si le Canada ne parvient pas à créer un environnement favorable à la transformation nationale, les entreprises continueront de se tourner vers l'étranger. Les obstacles à la production à valeur ajoutée comprennent l'attraction des investissements et les retards réglementaires.

Lorsque les produits sont fabriqués au Canada, l'exportation interprovinciale devient un défi, car les entreprises doivent respecter les exigences de la Loi sur la salubrité des aliments au Canada (LSAC),

<sup>6</sup> Lubieniechi, Simona; Holt, Darnell et Phillips, Peter WB. « Canadian lentil market, supply chain and lentil suppliers' and processors' qualitative interview results », Rapport technique d'EVOLVE, 19 juin 2024. <https://www.schoolofpublicpolicy.sk.ca/csip/documents/research-paper-summaries/20234-06-20-suppliers-and-processors-interviews-final.pdf>

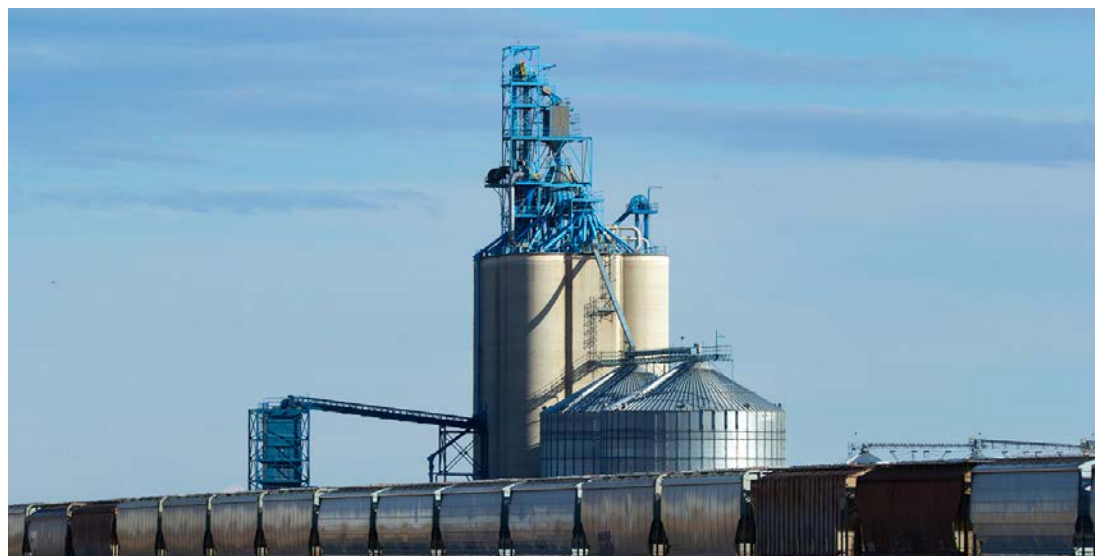
qui sont les mêmes que celles applicables à l'exportation internationale. Le respect des exigences de la LSAC est coûteux et prend beaucoup de temps, car les entreprises de transformation doivent exercer leurs activités dans des installations agréées et inspectées par les autorités fédérales et se conformer aux normes fédérales en matière d'emballage et de traçabilité.

Ces réglementations empêchent les entreprises d'opérer au sein d'un marché canadien unifié et rendent l'exportation plus attrayante que le commerce provincial, car elles ont atteint le seuil requis pour les deux. Les marchés d'exportation sont généralement plus vastes que les marchés provinciaux, et les barrières non tarifaires au commerce interprovincial au niveau provincial peuvent rendre plus difficile la vente au Canada.

Cependant, l'exportation n'est pas sans difficulté. Les personnes participantes ont fait remarquer que les rapports sur les produits de base qui identifient le potentiel à long terme des marchés alternatifs seraient plus utiles que les aperçus annuels des perspectives ou des marchés. Si les marchés d'exportation offrent des perspectives d'expansion, ceci comporte également des risques. La forte dépendance du Canada envers les États-Unis et la Chine a accru son exposition aux droits de douane, aux changements réglementaires et aux tensions géopolitiques.

Les personnes participantes ont souligné la nécessité de disposer d'informations commerciales à plus long terme permettant d'identifier les nouvelles perspectives pour les produits bruts et transformés, ainsi que les infrastructures et les voies commerciales nécessaires pour les exploiter.

Par exemple, le ministère américain de l'Agriculture (USDA) fournit des projections annuelles sur 10 ans pour les matières premières. Les hypothèses de base de l'USDA reposent sur des hypothèses concernant les conditions macroéconomiques, les politiques, les conditions météorologiques et les événements internationaux, mais sans influence nationale ou étrangère sur les marchés agricoles mondiaux.<sup>7</sup> Bien que les recherches montrent que les horizons de projection plus longs peuvent être moins précis, ils restent utiles, car ils permettent aux acteurs du marché d'estimer la flexibilité des prix de la demande en matières premières agricoles, ce qui leur permet d'éclairer leur planification stratégique et leurs stratégies de gestion des risques.<sup>8</sup> Ces rapports ne contiennent généralement pas de suggestions relatives aux infrastructures ou aux ajustements politiques, mais ils peuvent contribuer à la planification stratégique des infrastructures<sup>9</sup> à long terme. Lorsqu'ils sont utilisés avec des rapports à court terme, les personnes au pouvoir prenant les décisions politiques et les entreprises de production disposent d'une vision plus globale à partir de laquelle ils peuvent planifier.<sup>10</sup> Alors que le Canada cherche à atténuer les risques géopolitiques et politiques liés aux changements apportés par les gouvernements des marchés d'exportation, ces projections pourraient aider à déterminer les domaines et les produits de base dans lesquels les efforts de diversification pourraient être plus fructueux.



<sup>7</sup> Fang, Xiaoyi et Katchova, Ani L. « Evaluating the OECD-FAO and USDA agricultural baseline projections », *Q Open* 3(2), novembre 2023, p. 3. <https://doi.org/10.1093/qopen/qoad029>

<sup>8</sup> Ibid., p. 20.

<sup>9</sup> Chandio, Rabil et Hart, Chad E. « Integrating USDA baseline projections with WASDE reports for a comprehensive agricultural market outlook », *Ag Decision Maker*, Iowa State University, octobre 2024, paragraphe 10. <https://www.extension.iastate.edu/agdm/articles/chandio/ChaOct24.html>

<sup>10</sup> Ibid.

# Infrastructures

## RÉSUMÉ DE LA DISCUSSION :

- Les goulets d'étranglement dans le système des infrastructures canadiennes ont eu des répercussions négatives sur les exportations.
- Les contraintes de capacité menacent la diversification du marché. La réputation du Canada en tant que fournisseur fiable de produits agricoles est menacée, voire déjà compromise sur certains marchés, en raison des perturbations qui touchent l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement.
- La capacité ne se résume pas seulement au volume total, mais aussi à l'efficacité avec laquelle les infrastructures sont utilisées et à la manière dont le système est synchronisé<sup>11</sup> pour maximiser la productivité.
- La main-d'œuvre est liée à la capacité, car du personnel est nécessaire pour assurer le transport efficace des marchandises à travers le système. Les actions syndicales peuvent interrompre la chaîne d'approvisionnement et nuire à la réputation du Canada, tout en ayant des répercussions financières sur les entreprises de production.
- Alors que les administrations portuaires et d'autres acteurs cherchent à mettre en place des infrastructures logistiques pour répondre aux besoins actuels et futurs, il est essentiel que le secteur agricole participe à ces discussions.

La table ronde a porté sur la capacité, la fiabilité, les goulets d'étranglement et la représentation dans les infrastructures tout au long de la chaîne d'approvisionnement à l'exportation, ainsi que sur les défis et les perspectives du point de vue agricole.

## Capacité

La discussion sur la capacité des infrastructures s'est concentrée sur le temps, la main-d'œuvre et la question de savoir si les infrastructures sont pleinement utilisées et correctement séquencées afin d'optimiser le calendrier des expéditions pour maximiser les profits et réduire les goulots d'étranglement tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Les obstacles abordés lors de la table ronde comprennent les retards réglementaires, les défis liés à la main-d'œuvre et le vieillissement des infrastructures.

Les personnes participantes à la table ronde ont fait remarquer que l'approbation et la construction d'infrastructures supplémentaires visant à accroître la capacité portuaire ou ferroviaire au Canada peuvent prendre beaucoup plus de temps que dans d'autres pays, comme les États-Unis. Les pays qui s'adaptent plus rapidement aux besoins émergents de l'industrie pourraient détourner les investissements en capital dans les infrastructures du Canada.

<sup>11</sup> Ce délai peut faire référence à la durée nécessaire pour que les matières premières ou les produits atteignent les marchés d'exportation, mais il peut également désigner le temps nécessaire pour que les améliorations ou les renforcements des infrastructures (qui contribuent à réduire le délai de livraison des produits) soient approuvés et mis en œuvre.

---

## Si le Canada a toujours été considéré comme un partenaire commercial fiable produisant des biens de haute qualité, les défis récents ont mis cette réputation en péril.

Quand on pense à la capacité des infrastructures, la plupart des gens pensent au volume qui peut être transporté par rail ou par route, ou stocké dans des silos ou des entrepôts. Cependant, la capacité peut également faire référence à la main-d'œuvre, car c'est le personnel qui assure la circulation des produits tout au long de la chaîne d'approvisionnement, et les difficultés liées à la main-d'œuvre peuvent ralentir, voire interrompre les exportations. L'automatisation portuaire pourrait contribuer à améliorer l'efficacité des ports et à relever les défis liés à la capacité à mesure que la démographie de la main-d'œuvre évoluera à l'avenir. Cependant, l'automatisation croissante est une préoccupation réelle pour le personnel et a conduit à des actions syndicales dans les ports ces dernières années, ce qui a freiné les exportations.<sup>12</sup> Ces mesures et ces défis en matière d'infrastructures ont naturellement suscité des inquiétudes chez les partenaires commerciaux du Canada quant à sa capacité à être un fournisseur fiable de marchandises.

### Fiabilité

Si le Canada a toujours été considéré comme un partenaire commercial fiable produisant des biens de haute qualité, les défis récents ont mis cette réputation en péril. Les personnes participantes à la table ronde ont fait état de cas où des partenaires à l'exportation se sont demandé si l'on pouvait compter sur le Canada pour livrer en temps voulu les intrants<sup>13</sup> et les produits agricoles. Les personnes participantes ont soulevé la question du pont Second Narrows<sup>14</sup> comme exemple parfait d'infrastructures à la fois essentielles et présentant un risque élevé pour le secteur.

Ce pont est essentiel, car il constitue la dernière liaison ferroviaire pour les marchandises expédiées au port de Vancouver en vue d'être exportées vers la région Asie-Pacifique. En tant que ligne à voie unique, le pont présente un risque élevé, car des goulots d'étranglement apparaissent souvent, ce qui retarde les expéditions, les trains ne pouvant circuler que dans un seul sens sur le pont. De plus, les infrastructures sont vieillissantes et n'ont pas été conçues pour répondre aux exigences actuelles en matière de charges et de poids, ni pour atténuer les risques sismiques. Si le pont venait à s'effondrer, les répercussions sur le secteur agricole seraient coûteuses tant sur le plan financier qu'en termes de réputation.<sup>15</sup>

Il a été noté que le principal problème du pont Second Narrows n'est pas nécessairement sa capacité, mais plutôt sa résilience, ce qui a ensuite soulevé le défi de la redondance en cas de défaillance des infrastructures ou pour compenser les défis potentiels. Cependant, les capitaux sont limités, ce qui rend difficile l'augmentation des capacités et la mise en place d'une redondance.

Pour le pont Second Narrows ou d'autres projets d'infrastructures visant à améliorer les infrastructures actuelles ou à les développer en vue d'une utilisation future, la BIC peut jouer un rôle dans le financement des projets grâce à des prêts flexibles et abordables. Ces prêts sont accordés avec la garantie qu'ils seront remboursés, et les sources de revenus permettant le remboursement sont identifiées projet par projet. Lorsque les prêts sont envisageables, la BIC peut jouer un rôle dans l'attraction d'investisseurs privés et le déblocage d'infrastructures commerciales.

<sup>12</sup> Logan, Nick. « What is port automation – and why are striking workers concerned about it? » CBC News, 8 juillet 2023. <https://www.cbc.ca/news/canada/bc-port-strike-automation-1.6900521>; RealAgriculture. « Farmers voice frustration over port strike, expressing concern over Canada's global reputation », 27 septembre 2024. <https://www.realagriculture.com/2024/09/farmers-voice-frustration-over-port-strike-expressing-concern-over-canadas-global-reputation/>

<sup>13</sup> Les intrants désignent les éléments nécessaires à la culture, tels que les semences, l'eau et les machines.

<sup>14</sup> Le pont Second Narrows est un pont ferroviaire qui enjambe le détroit de Burrard et relie le port de Vancouver. Comme il s'agit d'une voie ferrée unique, les trains ne peuvent circuler que dans un seul sens à la fois.

<sup>15</sup> Fransoo, Daryl. « The time is now: Why the Second Narrows Bridge's century of service deserves a century worth of foresight », RealAgriculture, 13 août 2025. <https://www.realagriculture.com/2025/08/the-time-is-now-why-the-second-narrows-bridges-century-of-service-deserves-a-century-worth-of-foresight/>

---

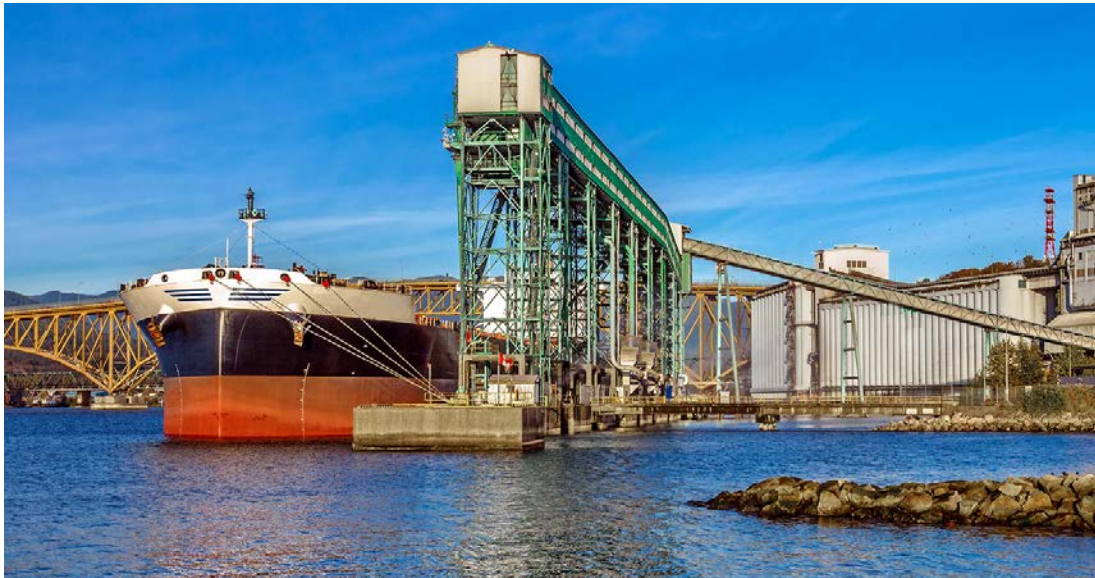
## À l'avenir, la gouvernance portuaire et la prise de décision devraient inclure la participation du secteur agricole afin de garantir que les besoins sectoriels soient pris en compte...

Deux projets au port de Prince Rupert démontrent comment le financement de la BIC peut accroître les capacités commerciales et d'importation. La BIC a accordé un prêt de 150 millions de dollars au projet logistique d'exportation CANXPORT, qui permettra de traiter six millions de tonnes de marchandises et aidera les entreprises canadiennes à accéder aux marchés internationaux. La BIC a également accordé un prêt de 60,7 millions de dollars pour aider la Metlakatla Development Corporation (MDC) et l'Administration portuaire de Prince Rupert à développer le parc logistique d'importation de South Kaien, dirigé par des Autochtones, en Colombie-Britannique. Le financement servira à financer les infrastructures nécessaires au développement d'un terrain plat et viabilisé de 56 acres à proximité du terminal Fairview, des chemins de fer CN et des futures installations de CANXPORT.

### Représentation

Ces discussions sur la capacité, la fiabilité et la redondance sont importantes pour l'avenir du secteur, mais les discussions précédentes sur les ports côtiers n'ont que peu fait référence au secteur agricole.

Alors que le Canada cherche à diversifier et à augmenter ses exportations, ces ports joueront un rôle crucial dans le débat sur l'agriculture, et le manque de représentation du secteur agricole a suscité des inquiétudes. À l'avenir, la gouvernance portuaire et la prise de décision devraient inclure la participation du secteur agricole afin de garantir que les besoins sectoriels soient pris en compte à mesure que les modèles commerciaux et les partenaires évoluent.



# Technologies et innovation

## RÉSUMÉ DE LA DISCUSSION :

- Les investissements fédéraux dans la recherche et le développement agricoles ont diminué par rapport à d'autres pays, tandis que les investissements privés tardent à se concrétiser.
- Le retard pris par le secteur agricole canadien en matière d'adoption des technologies numériques et d'innovation a pour conséquence que d'autres pays attirent les talents et les projets canadiens.
- Le Canada doit mettre en place des mesures de soutien, en particulier au stade post-incubateur et pré-capital-risque, afin d'encourager l'innovation technologique dans le secteur agricole.
- Il existe un potentiel important dans le domaine de la sélection et de la génétique, mais des obstacles subsistent en matière de tests et de commercialisation.
- Les investissements doivent se concentrer sur le secteur dans son ensemble, plutôt que sur les matières premières ou les infrastructures.

Les personnes participantes ont convenu que le débat sur la technologie et l'innovation dans le secteur agricole et sur la meilleure façon de soutenir le développement justifiait un engagement plus profond et plus spécifique. Des inquiétudes ont été exprimées concernant la baisse des investissements publics dans la recherche agricole et le décalage croissant entre les priorités de recherche et les besoins des exploitations agricoles.

Ce déclin a conduit les partenariats de recherche industrielle à se déplacer vers l'Australie et l'Europe, où ils bénéficient d'investissements leur permettant de passer du stade de mise en œuvre à celui de commercialisation. L'intelligence artificielle est très avancée aux États-Unis, en particulier dans les domaines de la génétique et du développement de vaccins, ce qui pourrait intéresser la Saskatchewan, puisque l'Organisme de recherche sur les vaccins et les maladies infectieuses est situé à l'Université de la Saskatchewan.

---

## Investments in the Canadian agricultural sector have generally been quite targeted and have not been focused on benefiting the sector as a whole.

Les personnes participantes ont convenu que le débat sur la technologie et l'innovation dans le secteur agricole et sur la meilleure façon de soutenir le développement justifiait un engagement plus profond et plus spécifique. Des inquiétudes ont été exprimées concernant la baisse des investissements publics dans la recherche agricole et le décalage croissant entre les priorités de recherche et les besoins des exploitations agricoles.

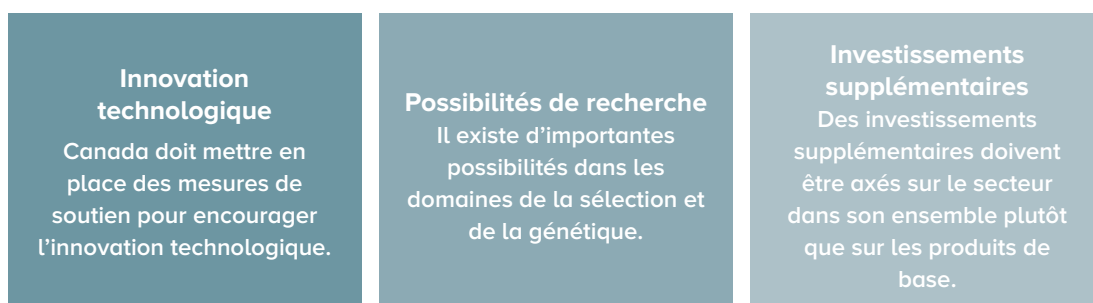
Ce déclin a conduit les partenariats de recherche industrielle à se déplacer vers l'Australie et l'Europe, où ils bénéficient d'investissements leur permettant de passer du stade de mise en œuvre à celui de commercialisation. L'intelligence artificielle est très avancée aux États-Unis, en particulier dans les domaines de la génétique et du développement de vaccins, ce qui pourrait intéresser la Saskatchewan, puisque l'Organisme de recherche sur les vaccins et les maladies infectieuses est situé à l'Université de la Saskatchewan.

Le déficit d'investissement est particulièrement marqué lorsque les jeunes entreprises sortent de la phase d'incubation, mais ne sont pas encore tout à fait prêtes pour un investissement en capital-risque. Les fonds publics pourraient contribuer à combler ce déficit, mais la bonne approche devrait être élaborée en partenariat avec l'industrie. Il existe également un décalage entre les besoins de l'industrie et les recherches actuellement en cours. Les problèmes rencontrés dans les exploitations agricoles ne sont pas nécessairement le moteur de la recherche et ne déterminent pas ce qui pourrait être commercialisé. Du point de vue des personnes participantes, la recherche est souvent déconnectée des défis rencontrés dans les exploitations agricoles et se concentre sur la résolution de problèmes perçus ou théoriques.

Les investissements dans le secteur agricole canadien ont généralement été très ciblés et n'ont pas été axés sur les avantages pour l'ensemble du secteur. D'autre part, certains autres pays adoptent une approche plus globale, à l'échelle de l'ensemble du secteur.

La Fraunhofer-Gesellschaft allemande a été citée comme exemple illustrant comment un institut de recherche appliquée peut soutenir la recherche agricole depuis le développement initial jusqu'à la mise en œuvre à grande échelle. L'organisation soutient le travail de 13 instituts afin de trouver des solutions tout au long de la chaîne de valeur, notamment en matière de matières premières, de transformation, d'alimentation, de protection et d'analyse de la production, d'économie circulaire et de durabilité, de cadres et de réglementations, de réseaux de valeur, de marchés et de modèles commerciaux.<sup>16</sup>

Les personnes participantes à la table ronde ont également souligné la nécessité de veiller à ce que la recherche ne reste pas lettre morte et ont suggéré qu'une entité canadienne similaire à celle qui existe en Allemagne pourrait contribuer à favoriser l'adoption et à soutenir l'intégration de la technologie et de l'innovation dans le débat national sur l'agriculture afin d'harmoniser stratégiquement les efforts à l'échelle nationale.



<sup>16</sup> Fraunhofer-Gesellschaft. « Fraunhofer Agriculture and Food Industry Alliance », Fraunhofer Alliance, 2025. <https://www.fraunhofer.de/en/institutes/institutes-and-research-establishments-in-germany/fraunhofer-alliances/agriculture-and-food-industry-alliance.html>

# Vers une stratégie nationale

## DES RECHERCHES SUPPLÉMENTAIRES SONT NÉCESSAIRES.

Une seule table ronde ne suffit pas pour élaborer une stratégie cohérente et unifiée pour un secteur aussi important sur le plan stratégique et économique. Cependant, la table ronde a fourni un résumé complet de l'évolution de l'agriculture canadienne et des défis qui empêchent les entreprises de production et de transformation de voir tout le potentiel de leur travail ou d'en tirer pleinement profit.

### Priorisation nationale

La géopolitique déstabilise les relations commerciales du Canada avec ses deux principaux partenaires commerciaux, les États-Unis et la Chine, et le secteur agricole se retrouve en première ligne. Le canola, l'une des cultures les plus rentables du Canada, illustre parfaitement comment les matières premières et les entreprises agricoles qui les produisent peuvent être prises dans des tensions lorsque la Chine a instauré un droit de douane de 100 % sur le canola en réponse à l'interdiction par Ottawa des véhicules électriques chinois. Les acteurs du secteur agricole ont estimé que leur industrie servait de bouc émissaire pour protéger le secteur automobile chinois.

Alors que les États-Unis auraient pu constituer une alternative viable pour le canola, en particulier dans le domaine des biocarburants, les changements politiques intervenus dans ce pays pour soutenir son industrie nationale des biocarburants, parallèlement à l'instauration de droits de douane, ont tempéré les attentes.<sup>17</sup>

Le gouvernement fédéral a réagi en augmentant les paiements versés dans le cadre du programme Agri-stabilité, qui offre aux entreprises agricoles un soutien à court terme indispensable en cas de « les importantes baisses de revenus causées par les pertes de production, les augmentations des coûts ou les conditions du marché ».<sup>18</sup> L'élaboration de stratégies à long terme visant à protéger l'industrie contre les chocs commerciaux commence par une politique nationale qui reconnaît l'importance du secteur pour l'économie canadienne et qui n'attend pas d'une industrie qu'elle supporte le poids des représailles géopolitiques pour une orientation politique touchant un autre secteur.

Des cadres réglementaires qui reflètent cette priorité et qui sont élaborés en consultation avec les parties prenantes du secteur pourraient également aider à relever certains des défis auxquels le gouvernement a été confronté lorsqu'il a évalué les impacts économiques, environnementaux et sociaux ainsi que les avantages du secteur.

<sup>17</sup> White, Ed et Plume, Karl. « North American biofuels sector contracts amid trade and policy uncertainty », AgCanada, 20 mars 2025. <https://www.agcanada.com/daily/north-american-biofuels-sector-contracts-amid-trade-and-policy-uncertainty>

<sup>18</sup> Gouvernement du Canada. « Agri-stabilité : 1. Ce qu'offre ce programme », Programmes, 9 décembre 2025, paragraphe 11. <https://agriculture.canada.ca/fr/programmes/agri-stabilite>

---

## **Des investissements publics et privés sont nécessaires à tous les niveaux du système afin de soutenir les améliorations nécessaires au système actuel tout en renforçant les capacités et l'innovation pour l'avenir.**

### **« Prochain canola »**

Les entreprises de production et de transformation ont besoin d'aide pour identifier les occasions d'exportation à long terme au niveau des matières premières, tant pour les exportations de produits bruts que transformés. Alors que les rapports se concentrent généralement sur la saison de croissance actuelle, la construction des infrastructures et la mise en place des voies commerciales prennent plus de temps, ce qui entraîne un décalage dans le calendrier.

Bien qu'il existe des défis commerciaux avec nos principaux partenaires commerciaux, les voies d'accès à de nouveaux marchés et les produits qui pourront être vendus à des volumes et à des prix comparables à ceux du canola ne sont pas clairs. Les personnes participantes à la table ronde ont identifié les lentilles comme une occasion potentielle, mais des recherches supplémentaires pourraient fournir davantage d'indications.

### **Résultats et mesures**

L'harmonisation du système, de la ferme à l'exportation, nécessitera des étapes mesurables pour évaluer le succès. Statistique Canada et d'autres organisations recueillent toute une série de données liées à l'agriculture, et les personnes participantes à la table ronde souhaitent utiliser ces données pour éclairer les mesures et les objectifs clés et repenser la manière dont l'industrie communique les informations techniques à un public non spécialisé. L'élaboration d'objectifs et de mesures sectoriels aurait un double objectif :

1. Cela permettra une compréhension plus cohérente et plus complète du fonctionnement conjoint des différents aspects du système<sup>19</sup> et de leur contribution aux objectifs généraux du secteur agricole.
2. Cela aidera la population du Canada à mieux comprendre l'agriculture et comment des éléments tels que les infrastructures et la technologie sont également intrinsèquement liés au succès du secteur.

### **Investissement pour mener à bien des projets stratégiques**

Des investissements publics et privés sont nécessaires à tous les niveaux du système afin de soutenir les améliorations nécessaires au système actuel tout en renforçant les capacités et l'innovation pour l'avenir. Déterminer où investir au mieux les capitaux dans les infrastructures, la recherche et l'innovation, ainsi que dans l'amélioration de la production ou de la valeur ajoutée n'est pas une tâche aisée, mais la table ronde a mis en évidence certains domaines où il existe un besoin immédiat :

- Capacité de stockage à la ferme
- Systèmes d'irrigation et de drainage, et utilisation d'outils de financement tels que la BIC pour faire avancer les projets
- Voie à suivre pour le pont Second Narrows
- Soutien après l'incubation avant le capital-risque
- Création d'un institut responsable d'identifier et d'harmoniser les composants du système

Les besoins à plus long terme seraient identifiés et alignés sur une stratégie menée par l'industrie. Pour les investisseurs privés, cette stratégie permettrait de mettre en évidence les domaines dans lesquels il est nécessaire d'investir et d'identifier les rendements à long terme des investissements.

<sup>19</sup> Dans ce cas, le système fait référence aux entrées jusqu'à l'exportation finale/à la clientèle nationale.

# Conclusion

Le Canada possède un potentiel agricole considérable, mais les structures héritées du passé, la fragmentation réglementaire, le vieillissement des infrastructures et les risques géopolitiques accrus liés au commerce freinent la croissance et la compétitivité du secteur.

Pour rétablir la confiance des entreprises de production, des investisseurs et des partenaires commerciaux, il faudra définir une vision claire et à long terme pour le système agroalimentaire canadien. Une nouvelle stratégie nationale peut aligner l'industrie, les gouvernements et les investissements autour de priorités communes et de résultats mesurables. Une stratégie agricole nationale offre une voie vers cet alignement et permettrait au Canada de s'imposer comme un leader mondial dans le domaine agricole.

**CANADAWEST  
FOUNDATION**

Canada West Foundation  
110 – 134 11th Avenue SE, Calgary  
(Alberta) T2G 0X5

**Rester connecté·e**  
*cwf.ca*

Canada West Foundation est une organisation caritative canadienne enregistrée constituée en vertu de la charte fédérale. (#11882 8698 RR 0001) © Canada West Foundation | Novembre 2026